

## RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL PÉRIODE DE MARS À JUIN 2022

---

Chers confrères, chères consœurs, chers amis,

Depuis mon dernier rapport en mars, les membres du SCFP à travers le pays ont continué à relever les défis alors que nous nous remettons lentement de la pandémie mondiale et de l'impact qu'elle a eu sur nos communautés, nos lieux de travail et notre syndicat.

Le nombre de nos membres continue de croître, même si tous nos membres ne sont pas retournés au travail à la suite des mises à pied provoquées par la pandémie, chose particulièrement évidente dans notre secteur du transport aérien. La pandémie a eu un impact manifeste : les travailleuses et les travailleurs se laissent moins faire ; plusieurs décident de se syndiquer.

Pour de nombreuses raisons, nous sommes confrontés à une inflation galopante jamais vue depuis des décennies. Partout au pays, les gens ont du mal à boucler les fins de mois. C'est la même chose pour nos membres.

Les employeurs et les gouvernements cherchent à imposer des mesures d'austérité à la table de négociation et à l'heure des budgets. Plus que jamais, nous devons exiger et obtenir des augmentations salariales réelles pour nos membres qui ont tant risqué au cours des deux dernières années à travailler en première ligne pour maintenir nos communautés à flot. Et nous savons que l'obtention de bonnes ententes, avec des augmentations salariales réelles, fera une différence pour le pouvoir d'achat de nos membres.

Nous disposons des ressources nécessaires pour négocier de bonnes conventions collectives, y compris une solide politique de négociation, une caisse de grève bien remplie, ainsi que du personnel et des dirigeantes et dirigeants talentueux et engagés à tous les niveaux de notre syndicat.

Nous devons coordonner nos efforts non seulement au sein du SCFP, mais aussi avec les autres syndicats des secteurs public et privé, que nous négocions avec le même employeur, dans le même secteur ou simplement dans la même communauté.

En tant que plus grand syndicat du Canada, nous avons la responsabilité de faire preuve de leadership, et nous le faisons tous les jours de plusieurs façons. Ensemble, nous pouvons jouer un grand rôle en veillant à ce que notre syndicat, nos lieux de travail et nos communautés soient meilleurs pour tous et toutes.

## **Congrès du travail du Canada**

Il y a un peu plus d'un an, le SCFP participait au congrès virtuel du Congrès du travail du Canada (CTC). Lors de ce congrès, nous avons aidé à élire une nouvelle équipe dirigeante et à établir un programme plus solide et davantage axé sur les travailleuses et les travailleurs. Depuis, j'ai travaillé en étroite collaboration avec la présidente du CTC, Bea Bruske, et les autres dirigeantes et dirigeants sur plusieurs dossiers, notamment les élections fédérales de l'an dernier, les relations gouvernementales et les questions internationales.

Le CTC réunit également les syndicats affiliés pour d'importantes discussions sur le recrutement. Celles-ci se concentrent sur le règlement précoce des différends entre syndicats et une approche collaborative pour syndiquer les centaines de milliers de Canadiennes et de Canadiens qui n'ont pas encore de syndicat. Ces échanges portent en partie sur un plan visant à empêcher la croissance de certaines organisations, comme la « Christian Labour Association of Canada » (CLAC) et le « National Organized Workers Union » (NOWU), qui sont très portés sur le maraudage des membres d'autres syndicats, pour ensuite négocier des contrats inférieurs qui sapent nos propres conventions collectives.

Le prochain congrès du CTC aura lieu dans moins d'un an. Il aura lieu à Montréal du 8 au 12 mai 2023. Toutes les sections locales du SCFP sont affiliées au CTC directement par l'intermédiaire du syndicat national. Puisque vous commencez à planifier vos horaires et vos budgets pour l'année prochaine, je vous encourage à y inclure l'envoi de personnes déléguées à cet important congrès.

## **Fédération canadienne des municipalités**

Le SCFP a participé au congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités qui s'est tenu à Regina en juin. Dans le cadre du salon professionnel qui l'accompagne, nous avons eu des centaines de conversations avec des élus municipaux de partout au pays. Celles-ci ont surtout porté sur le travail que nos membres font dans leurs communautés, les défis du déficit de financement des infrastructures municipales et les risques associés à la privatisation, aux partenariats public-privé et aux consultantes et consultants du secteur privé qui en font la promotion.

Nous avons également organisé un atelier sur le rôle que peuvent jouer des services publics forts dans l'équité au sein de la communauté. Nous y avons souligné l'impact négatif du sous-financement et de la réduction des services publics (transport en commun, santé, loisirs, bibliothèques, infrastructures de base) sur les personnes vulnérables et marginalisées.

### **Congrès de divisions**

Au SCFP, le printemps est toujours la saison des congrès de divisions. Quel plaisir de participer à ces événements, qu'ils aient lieu virtuellement ou en personne ! Bien que chaque congrès soit quelque peu différent, il n'y a aucun doute que nous faisons face à des défis similaires partout au pays. Comme toujours, j'ai été impressionné par la participation de nos membres aux délibérations et aux débats. Et toutes mes félicitations aux nouvelles élues et aux nouveaux élus provinciaux !

### **Conférence du Conseil national des secteurs**

La Conférence du Conseil national des secteurs du SCFP aura lieu du 3 au 6 octobre 2022 à Ottawa. Ce sera notre premier événement national en personne depuis la pandémie. Nos dirigeantes, dirigeants, militantes et militants des sections locales y auront l'occasion de partager des informations et des stratégies alors que continuons à foncer malgré la pandémie et que nous devons affronter ensemble les défis qui nous attendent. En espérant vous y voir !

### **Comités nationaux**

Les dix-huit comités nationaux du SCFP ont entamé leurs travaux ; les premières réunions ont eu lieu en mode virtuel. J'ai hâte de revoir les membres de nos comités à Vancouver, en novembre, lorsque nous les regrouperons pour la Réunion des comités, en mode présentiel.

### **Négociation collective, grèves et lock-out**

<b>PROVINCE</b>	<b>SECTION LOCALE</b>	<b>EMPLOYEUR</b>	<b>NOMBRE DE MEMBRES</b>	<b>DÉBUT DE LA GRÈVE</b>	<b>DURÉE (jours)</b>
Québec	5454	Société québécoise du cannabis	300	20 mai 2022	En cours
Québec	3939	Casino de Montréal	545	21 mai 2022	En cours

## **Grèves et lock-out**

### **SCFP 5454**

Le SCFP 5454, qui représente le personnel de la Société québécoise du cannabis (SQDC), est en grève depuis le 17 mai.

Dans le cadre des négociations pour le renouvellement de leur convention collective, les 300 membres réclament un salaire et des conditions de travail similaires à ceux offerts dans d'autres sociétés d'État comparables, notamment à la Société des alcools du Québec.

Actuellement, les vendeuses et vendeurs sont payés dix-sept dollars l'heure à l'embauche. Pourtant, ces membres ont la responsabilité d'informer et d'éduquer la clientèle sur l'impact du cannabis sur leur santé, ce qui est le mandat officiel de la SQDC. Leur rémunération devrait en tenir compte.

Autre enjeu important à la table : la précarité des emplois, puisque 60 pour cent des postes à la SQDC sont occasionnels, avec un horaire instable et un revenu imprévisible.

### **SCFP 3939**

Le contrat des 545 croupières et croupiers représentés par le SCFP 3939 a expiré le 31 mars 2020. Après avoir passé une grande partie de la pandémie sans travailler, nos membres sont récemment revenus à la table de négociation, pour se retrouver dans une impasse sur une question majeure de santé et sécurité au travail.

Le syndicat exige que les horaires de travail permettent une période de récupération adéquate, ce qui a inspiré le thème de la grève : « Misez sur notre santé ». Quelque 55 pour cent des croupières et croupiers du Casino de Montréal ont subi une forme quelconque de blessure musculo-squelettique depuis le début de leur carrière, notamment une tendinite.

Ces membres sont en grève depuis le 21 mai 2022.

## **Négociations collectives**

Les négociations entre le personnel municipal représenté par le SCFP 2099 et la Ville de Mount Pearl sont dans une impasse. Le 13 mai 2022, le syndicat a demandé l'assistance d'un conciliateur auprès de la Commission du travail de Terre-Neuve-et-Labrador. L'employeur exige des concessions, s'attaque aux avantages sociaux et offre très peu au chapitre des salaires. Les membres du SCFP 2099 tiennent bon dans leur lutte contre les concessions. La convention collective expire le 30 juin 2022.

Le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO), au nom de 55 000 travailleuses et travailleurs de première ligne en éducation, a signifié un avis de négocier au gouvernement de l'Ontario et au Conseil des associations d'employeurs. L'avis de négocier au niveau central sert également d'avis au niveau local auprès de 63 conseils scolaires publics, anglophones, francophones et catholiques.

Au cours de la dernière décennie, les salaires sont tombés nettement en dessous de l'inflation, en grande partie à cause de l'ingérence de l'État dans la libre négociation collective. Deux fois au cours des dernières années, des gouvernements provinciaux consécutifs ont adopté des projets de loi qui gèlent les salaires (loi 115 sous les libéraux) ou limitent les améliorations salariales (loi 124 sous les conservateurs) dans le secteur public.

Le CSCSO poursuit la coordination des négociations, ainsi que la mobilisation des sections locales et de leurs membres en vue de ce qui, selon nous, sera un cycle de négociations très difficile.

Le SCFP 1760, qui représente 120 membres travaillant pour Centraide de la Colombie-Britannique, a récemment conclu une entente afin d'augmenter l'assurance maladie complémentaire à un maximum combiné de 1 200 dollars par année et par personne pour les services en psychologie (y compris la psychologie clinique), en conseils cliniques agréés, en travail social et en thérapie comportementale cognitive en ligne. Cette entente a été conclue en dehors du processus de négociation collective, qui est actuellement suspendu, mais la proposition de bonifier l'assurance maladie complémentaire provenait de la partie syndicale. Ce changement est effectif dès maintenant, plutôt que d'attendre la fin de la négociation collective.

Le SCFP 1760 a également obtenu la conversion de douze postes temporaires en emplois permanents, offrant à ces personnes non seulement la sécurité d'emploi, mais aussi des droits d'ancienneté renforcés et un accès complet aux vacances, aux congés de maladie, aux assurances collectives et au régime de retraite.

## **Mises à jour régionales**

### **Maritimes**

#### **Nouveau-Brunswick**

Le SCFP-Nouveau-Brunswick a de nouveau tenu son congrès en mode virtuel cette année. Celui-ci a eu lieu les 1<sup>er</sup> et 2 avril. Il a été diffusé à partir de Moncton où l'exécutif de la division s'était réuni en personne, tandis que les personnes déléguées participaient virtuellement de partout dans la province. J'ai été heureux de pouvoir participer depuis Moncton et de voir les membres s'engager unanimement à se battre pour les objectifs de la campagne « Négocions vers l'avant ». La lutte pour des augmentations de salaire supérieures au coût de la vie n'a jamais été aussi importante.

Un mois et demi plus tard, j'étais de retour au Nouveau-Brunswick pour une activité en personne. J'ai été heureux de me joindre aux membres du Conseil des syndicats des foyers de soins du Nouveau-Brunswick qui planifiaient la lutte à venir. En effet, ils entament un nouveau cycle de négociations, coordonnent leurs efforts et mobilisent les membres pour résister aux concessions et apporter de réelles améliorations à leurs conditions de travail, notamment une augmentation salariale réelle et substantielle. Nous savons que le gouvernement Higgs veut s'attaquer à leur régime de retraite et que le conseil, qui représente plus de 4 600 travailleuses et travailleurs des foyers de soins, ne le laissera pas faire.

Le gouvernement provincial sous-finance délibérément le régime de retraite à prestations déterminées et manque à ses obligations légales d'assurer la viabilité du régime. Il a ignoré les multiples appels des travailleuses et travailleurs à ajuster les niveaux de cotisation. Le déficit du régime atteint maintenant 112 millions de dollars. La loi est cependant claire : le régime de retraite doit être entièrement capitalisé, ou en passe de l'être, afin que les prestations promises aux participantes et participants au régime soient disponibles. Le gouvernement ne peut pas contribuer moins que le coût de ce qui est promis à ces gens, et il ne peut ignorer le déficit du régime ou le laisser croître.

Le SCFP a engagé des procédures judiciaires pour faire appliquer les lois sur les régimes de retraite et protéger la pension des travailleuses et travailleurs des foyers de soins.

Ce printemps, le gouvernement Higgs a présenté un budget excédentaire, mais il persiste à n'offrir rien d'autre que de l'austérité. Le SCFP-N.-B. a souligné le manque d'imagination et de vision globale dont fait preuve ce récent budget. Alors que nous sortons de la pandémie, la population de la province bénéficierait grandement d'idées novatrices comme : un réseau complet de cliniques de santé publique ouvertes en tout temps pour les soins non urgents ; des garderies publiques dans les lieux de travail publics comme les écoles, les universités et les hôpitaux ; l'électrification des flottes d'autobus scolaires ; et du logement social en région rurale. Le SCFP-N.-B. a aussi proposé que le gouvernement crée un véritable ministère de l'Immigration pour structurer, bonifier et mieux coordonner l'accompagnement des nouveaux arrivants et des nouvelles arrivantes.

Sur le plan du recrutement, nous avons récemment constaté une recrudescence de transferts de contrats dans les services de sécurité du secteur de la santé. Les autorités sanitaires attribuent des contrats à court terme à des prestataires de services, puis changent de prestataires avant même que nous ayons la possibilité de négocier une première convention collective équitable. Nos membres sont licenciés puis réembauchés par le nouvel employeur, ce qui signifie que nous devons soit réorganiser, soit nous battre devant la Commission du travail pour obtenir des droits de succession, ce qui ne marche pas à tout coup. Nous travaillons sur diverses stratégies pour résoudre ce problème.

## **Île-du-Prince-Édouard**

Le SCFP-Î.-P.-É. a tenu un congrès très bien fréquenté à la fin mai. Celui-ci, son 42<sup>e</sup>, a réuni plus d'une centaine de personnes déléguées et une douzaine d'invités et invitées. On y a présenté les rapports de la division et de la direction nationale, en plus de débattre de résolutions concernant le logement abordable, un régime national d'assurance-médicaments, l'amélioration du financement des foyers de soins à but non lucratif, ainsi que d'autres sujets.

La division et la section locale 3324 ont commencé à travailler sur une campagne de lutte à la privatisation dans le but d'internaliser les services médicaux d'urgence de l'île. Cela serait bénéfique pour les 152 ambulancières et ambulanciers paramédicaux membres du SCFP 3324. La population est frustrée par le temps d'attente inacceptable pour obtenir une ambulance. Le personnel, quant à lui, s'épuise à cause du surmenage et du manque de main-d'œuvre.

Le SCFP-Î.-P.-É. a également participé à l'examen en cours de la *Loi sur les normes d'emploi*. Une proposition ambitieuse et progressiste a été présentée ; elle appelle à une modernisation de la législation.

Dans le secteur municipal, soulignons que nous avons évité une grève à Kensington, les négociations ayant repris et le gouvernement municipal ayant pris les membres du SCFP 4893 au sérieux.

L'Î.-P.-É. affiche maintenant l'augmentation du coût de la vie la plus élevée au Canada, ce qui fera inévitablement des augmentations salariales une priorité absolue aux tables de négociation de toute la province. Nous entrons dans une période de négociations intenses sur l'île, car de nombreuses conventions collectives sont ouvertes à la renégociation ou le seront dans les mois à venir.

## **Atlantique**

### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Le SCFP-T.-N.-L. a tenu son congrès annuel à Grand Falls–Windsor au début du mois de mai. Les délégués ont eu l'occasion d'entendre Debra Merrier et Aubrey Gonsalves, vice-présidents à la diversité représentant respectivement les membres autochtones et les membres noirs et racisés. Leurs remarques ont été très perspicaces et fort appréciées par les personnes déléguées. Le deuxième jour du congrès, les personnes déléguées se sont réunies tôt le matin pour une cérémonie de purification. Elles ont également exprimé leur solidarité avec les membres du SCFP 1349 œuvrant pour la Ville de Grand Falls–Windsor, dont l'employeur menace de sous-traiter une partie de leurs tâches. On a signé une convention collective au terme de quatorze semaines de lock-out, mais la Ville cherche déjà des moyens de contourner les protections d'emploi en place.

Les personnes déléguées se sont réunies par secteur avant le début du congrès, et le Groupe professionnel municipal de Terre-Neuve-et-Labrador a été rétabli avec un comité intérimaire élu. Les sections locales municipales auront désormais un forum pour coordonner et élaborer des stratégies, ainsi que pour discuter des tendances à leurs tables de négociation respectives, comme la présence croissante d'avocats et de consultants externes embauchés pour négocier au nom des employeurs. Les conventions collectives des sections locales 569, 1289, 2099 et 5459 expirent toutes le 30 juin 2022. C'est dans cet esprit que les sections locales municipales se sont réunies fin mai pour préparer et renforcer la solidarité.

Le gouvernement libéral a publié son budget au début d'avril. Il l'a adapté pour tenter de le faire passer comme une bonne nouvelle, mais les membres du SCFP ne seront pas dupes. Le budget coupe fortement dans les dépenses de programmes en gelant le financement au niveau de l'an dernier malgré la hausse de l'inflation. On sait que le gouvernement Furey prévoit des gels (c'est-à-dire des coupes) chaque année jusqu'en 2026-2027.

Le budget mentionne le rapport PERT, l'Examen des actifs provinciaux (rapport de la Banque Rothschild) et l'Accord sur la santé de T.-N.-L. Ces rapports sont des outils politiques que le gouvernement provincial utilise pour amener la population à croire que l'on n'a pas le choix de réduire les dépenses et de vendre nos actifs publics au plus offrant et au mieux connecté. Le budget révèle que trois sociétés d'État (celles des loteries, de l'énergie et des alcools) ont apporté 497 millions de dollars aux coffres du gouvernement l'année dernière. Pour cette année, on prévoit presque le double, soit 914 millions de dollars. Qui pourrait bien croire que vendre et privatiser ces actifs publics est une bonne idée ?

Le gouvernement anticipe un prix moyen du pétrole pour l'année inférieur de 25 pour cent aux prédictions de la plupart des banques. Si le prix du pétrole se maintient comme prévu, cela pourrait signifier que la province recevra plus de 200 millions de dollars en redevances. Autrement dit, il y a de l'argent dans le budget pour payer les augmentations de salaire réel du personnel du secteur public ; le gouvernement Furey essaie juste de le cacher.

Le SCFP-T.-N.-L. s'affaire à mobiliser les membres de toute la province en prévision des négociations, mais aussi de la lutte contre le programme d'austérité du gouvernement.

## **Nouvelle-Écosse**

La division de la Nouvelle-Écosse a tenu son congrès annuel à Halifax à la fin mai. Les personnes déléguées ont débattu et adopté quelques résolutions importantes pour s'attaquer à la violence au travail, la valeur du travail de soins, les problèmes de pénurie et de rétention de la main-d'œuvre, les congés de maladie payés et l'augmentation du taux de kilométrage pour les personnes qui utilisent leur propre voiture pour leur travail. Elles ont aussi adopté une résolution visant à créer un groupe

sectoriel municipal pour le réseautage et la coordination des activités. Il y a eu aussi des élections au conseil exécutif et aux comités.

L'un des faits saillants du congrès a été le dévoilement du prix Betty-Jean-Sutherland de la consœur de l'année et sa remise à sa première récipiendaire, la présidente du SCFP-Nouvelle-Écosse, Nan McFadgen. Ce prix a été créé par le Comité des femmes de la division dans le but de reconnaître le dévouement d'une consœur syndicale au mouvement syndical, notamment par la promotion du droit des femmes à l'égalité. Betty Jean Sutherland a été présidente du SCFP N.-É. et du SCFP 2330. D'abord travailleuse en soins personnels, cette dirigeante syndicale a consacré sa vie à faire entendre la voix de toutes les femmes. Militante et mentor, elle a inspiré les femmes du mouvement syndical et de sa communauté à s'exprimer et à lutter pour la justice et l'équité. Elle est décédée en décembre 2021. Le Comité des femmes a rendu hommage aux valeurs et au leadership de Nan et a souligné qu'elle incarne les principes que Betty Jean suivait.

Le gouvernement conservateur de la Nouvelle-Écosse a déposé son budget à la fin mars. Le SCFP-Nouvelle-Écosse a réagi en soulignant ses grandes lacunes en matière de financement. En effet, ce budget ne règle pas les décennies de négligence et de manque de personnel dans les secteurs des soins, comme les hôpitaux, les soins de longue durée, le soutien à domicile, les services communautaires et les services de garde éducatifs à l'enfance. Dans les soins de longue durée, le budget accorde une enveloppe aux soins infirmiers, mais seulement une augmentation minimale aux soins pratiques fournis par les préposé(e)s en soins continus. En outre, il ne contient pas d'enveloppe pour les rajustements salariaux du personnel administratif, d'alimentation, de cuisine, de buanderie, d'entretien et des loisirs qui travaillent dans les hôpitaux et les maisons de soins infirmiers. Or, les soins et les services que reçoivent les patients, patientes, résidents et résidentes sont prodigués par toute une équipe. En n'offrant pas un rajustement salarial à toutes les classes d'emplois, le provincial ne reconnaît pas la valeur qu'apportent ces travailleuses et travailleurs.

Ce gouvernement a clairement montré son vrai visage lorsque le premier ministre a refusé d'abroger la loi 148 en ajoutant que ce n'était pas nécessaire puisqu'elle est redondante. Cette loi tristement célèbre a privé les fonctionnaires de leur droit fondamental à la négociation collective ; il a supprimé leurs prestations de retraite et a légiféré un mandat salarial qui les a privés d'une véritable augmentation de salaire. Cette loi jette une ombre sur toutes les tables de négociation. Le SCFP et ses alliés syndicaux en Nouvelle-Écosse exigent que le premier ministre envoie le message que le gouvernement respecte les travailleurs, travailleuses et syndicats et qu'il veut rebâtir les relations endommagées sous les libéraux de Stephen McNeil. Si le gouvernement conservateur a l'intention de perpétuer l'héritage libéral consistant à perdre la confiance des travailleuses et des travailleurs, il peut s'attendre à se retrouver devant les tribunaux.

En mai, le SCFP 933, qui représente plus de 150 employé(e)s du centre civique, du centre 911 et du poste de police de la Municipalité régionale du Cap-Breton (MRCB), a réclamé la conciliation après l'échec des négociations contractuelles avec la

municipalité. L'employeur a déposé une offre finale après seulement quatre jours de négociation. Les principaux points de friction sont les salaires, les avantages sociaux et les congés. La MRCB a refusé d'offrir les mêmes ajustements salariaux assortis d'augmentations économiques qu'ont obtenus ses cols bleus représentés par le SCFP 759. Les cols blancs ont des problématiques différentes, mais ils s'attendent à être traités de la même manière en ce qui concerne les salaires.

## **Québec**

La négociation dans le secteur public au Québec vient à peine de se conclure que nos membres sont déjà prêts, mobilisés et solidaires, pour la prochaine ronde. En effet, les grandes centrales, FTQ, CSN et CSQ, ont annoncé un front commun pour le prochain renouvellement des conventions collectives.

Au nombre des différents défis à relever, l'attraction et la rétention du personnel feront évidemment partie des éléments soulevés par le Front commun, car nous avons des solutions à proposer à ces enjeux.

La pénurie de main d'œuvre, déjà présente avant la pandémie, s'est exacerbée au cours des deux dernières années, notamment en raison des conditions de travail non concurrentielles et difficiles. En cette année électorale, le front commun lance un message de solidarité clair au gouvernement Legault : des mesures concrètes doivent être adoptées rapidement, et nous avons des propositions pour y arriver. L'amélioration des conditions salariales devra tenir compte de l'inflation qui frappe durement les familles présentement. Les revendications seront précisées lors des consultations menées auprès des membres, lesquelles ont déjà débuté.

Le SCFP-Québec a tenu une importante rencontre ce printemps. Les « États généraux » ont réuni 400 personnes déléguées pour discuter de l'état des lieux et de l'avenir du syndicalisme en général et du SCFP en particulier. Des échanges critiques mais constructifs ont eu lieu, lesquels permettront aux membres et au leadership de s'orienter pour faire face aux défis qui s'annoncent post-pandémie, en tenant compte des besoins et des façons de faire des plus jeunes générations.

Après avoir rejoint nos rangs en 2019, les employés de Bell Média au Québec ont enfin une première convention collective. La section locale 5407 a tenu l'assemblée de ratification en avril, où les membres ont voté à 93 % en faveur de l'entente, avec une participation de 77 % des membres.

La négociation a nécessité plus de 40 jours de rencontres à travers plusieurs obstacles. En plus du contexte d'une première négociation, le syndicat a fait face à la pandémie, à l'acquisition de Noovo par Bell Média à l'été 2020, au regroupement des locaux de Bell Média sur la rue Papineau à l'automne 2021, au contexte inflationniste qui sévit depuis 2021, en plus d'un milieu de travail complexe et en mutation. L'entente est d'une durée de quatre ans et offre une nouvelle structure de salaire qui représente des augmentations moyennes globales de 22,55 %.

Le Conseil provincial du secteur municipal du SCFP-Québec a tenu son congrès à Saint-Sauveur à la mi-mai, et j'ai eu la chance de pouvoir y participer. Le congrès a réuni les leaders des syndicats du SCFP provenant des municipalités des quatre coins du Québec, qui se sont doté d'orientations stratégiques pour les deux prochaines années. Ces orientations visaient les stratégies de communication, l'utilisation de la technologie pour l'organisation, les enjeux des conseils régionaux et la mobilisation du secteur. Les participants ont débattu de divers enjeux, incluant les droits de la personne, la santé mentale et la conciliation travail-vie, le régime québécois de santé et de sécurité du travail, l'action politique et les développements en droit du travail.

## **Ontario**

Au cours de trois jours à la fin avril, le SCFP-Ontario a tenu virtuellement son 58<sup>e</sup> congrès annuel, sous le thème « Exigeons mieux ». Des personnes déléguées de toute la province ont débattu et adopté 38 résolutions et un plan d'action audacieux. Ce dernier engage la division à travailler avec des alliés pour pousser le gouvernement provincial à investir dans le renforcement des services publics, plaider et faire pression pour de meilleurs salaires, s'engager dans l'action politique, s'organiser contre la suprématie blanche et renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses.

Les élections provinciales tenues ce printemps ont renvoyé Doug Ford au bureau du premier ministre pour un second mandat, avec un gouvernement majoritaire plus large et 83 sièges à l'Assemblée législative provinciale. Le NPD de l'Ontario formera l'opposition officielle pour un deuxième mandat consécutif, avec 31 sièges. Les libéraux ontariens, avec seulement huit sièges, n'ont pas réussi à obtenir le statut de parti officiel. Andrea Horwath, la chef du NPD de l'Ontario, a annoncé le soir des élections qu'elle démissionnerait de son poste de chef du parti, poste qu'elle occupe depuis 2009.

Tout au long de la campagne, Ford et son Parti progressiste-conservateur ont évité de rendre des comptes sur leur mauvaise gestion de la pandémie, les restrictions salariales et la création d'une crise dans les établissements de soins actifs et de soins de longue durée qui ont connu un exode du personnel. Leurs candidates et candidats ont refusé de participer aux débats à travers la province et Ford a limité sa disponibilité médiatique tout au long de la campagne afin de contrôler étroitement son message.

Je tiens à remercier les membres et le personnel du SCFP pour leurs efforts incroyables pendant cette campagne. Et je souhaite féliciter les membres de la famille du SCFP qui ont gagné leur élection, notamment Jill Andrew, Chris Glover, Joel Harden, Chandra Pasma et Tom Rakocevic.

Le Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP) a annoncé une importante amélioration des prestations pour tous les membres actifs du régime de retraite à compter du 1er janvier 2023. Ce changement fera passer le taux d'accumulation des revenus annualisés moyens de 1,75 % à 1,9 % pour les services jusqu'au 31 décembre 2020 et à 2 % pour les services en 2021 et 2022. Il y aura des réductions correspondantes des prestations de raccordement à mesure que les montants augmenteront. Les représentantes et représentants du SCFP au conseil d'administration du HOOPP ont joué un rôle crucial en soutenant cette amélioration du régime dont bénéficieront des milliers de membres du SCFP.

L'Ontario était la dernière province au Canada à ne pas avoir signé le plan de services éducatifs à l'enfance du gouvernement fédéral, qui vise à réduire les frais de garde à une moyenne de dix dollars par jour d'ici 2026. Le 28 mars, le gouvernement provincial a finalement signé une entente de 13,2 milliards de dollars pour réduire le coût des services de garde.

Les militantes et militants des services de garde éducatifs à l'enfance du SCFP-Ontario ont averti le gouvernement Ford que sans un meilleur plan pour résoudre la pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur, les 86 000 nouvelles places en garderie que prévoit son budget ne se matérialiseront pas. L'accord fournira plus d'un milliard de dollars du fédéral cette année, mais on estime que moins de quatre pour cent de ces fonds iront à l'amélioration de la rémunération des éducatrices et éducateurs de la petite enfance.

## **Manitoba**

L'Entente Canada-Manitoba sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (AGJE) a été prolongée. Elle promet un investissement de plus de 19 millions de dollars dans la main-d'œuvre de la petite enfance pour commencer à offrir un soutien ciblé au recrutement et à la rétention de personnel qualifié.

Le SCFP veille à ce que ces fonds supplémentaires soient consacrés à ses membres qui travaillent dans le secteur, que ce soit par la négociation ou, pour les sections locales qui ne négocieront pas dans un avenir rapproché, par le truchement d'une clause de convention collective qui nous permet de participer à la détermination de tout financement supplémentaire.

Bien que ces mesures de financement soient avantageuses, elles ne répondent pas adéquatement aux besoins salariaux réels des membres de ces secteurs.

Nos quelque 18 000 membres du secteur de la santé au Manitoba sont sans contrat depuis plus de cinq ans. La réorganisation de l'État et les votes de représentation forcés ont causé un certain retard ; la pandémie est aussi en partie responsable de ce délai. Mais la frustration croissante devant la lenteur des négociations a mené à de forts votes de grève en août dernier, et nos sections locales de la santé augmentent la pression sur leur employeur et leur gouvernement depuis.

Une pétition électronique réclamant du provincial qu'il accorde la priorité à la négociation avec le personnel de soutien du secteur de la santé a inspiré l'envoi de milliers de courriels dans les boîtes de réception du gouvernement. Une campagne multiplateforme qui comprenait de la publicité sur les réseaux sociaux, à la radio, à la télévision et sur les panneaux d'affichage a rehaussé la visibilité de nos membres et fait connaître la façon honteuse dont l'employeur traîne les pieds à la table des négociations. Les membres sont aussi passés à l'action, avec des piquets d'information et des actions en milieu de travail, comme le port de vêtements noirs le mercredi.

La campagne a été un succès, puisque le rythme des négociations s'est accéléré. Bien qu'une impasse ait été atteinte le mois dernier, des progrès sont réalisés avec l'aide d'un médiateur. Nous gardons espoir de parvenir à un accord équitable qui ne laissera aucun travailleur ou travailleuse de la santé de côté.

## **Saskatchewan**

Le SCFP-Saskatchewan a tenu son congrès annuel du 25 au 27 avril. Les personnes déléguées se sont réunies à Saskatoon pour établir les priorités de la division dans l'année à venir, élire les membres du conseil exécutif et entendre des conférences sur de nombreux sujets, comme la SST, la transition juste, le code de conduite du SCFP et la montée de la haine (avec Aubrey Gonsalves, vice-président à la diversité du SCFP représentant les membres racisés).

Elles ont également eu droit à un aperçu d'un nouveau documentaire sur la menace existentielle pour les services publics que représentent les compressions budgétaires, les réductions de services et la privatisation. Depuis quinze ans, le gouvernement du Parti de la Saskatchewan a vendu pour plus de 1,2 milliard de dollars d'actifs publics et éliminé au bas mot 1 225 emplois dans le secteur public par le biais de la privatisation et de la sous-traitance.

Le documentaire *Meeting Human Needs : The fight for Saskatchewan's public services* a été lancé officiellement par le SCFP-Saskatchewan au début. Il est accompagné d'une campagne numérique de sensibilisation aux services publics et de pressions sur le gouvernement provincial pour qu'il les protège et les finance adéquatement.

Le 10 mai, le comité directeur des travailleuses et travailleurs de l'éducation a tenu une journée d'action à l'Assemblée législative de la Saskatchewan le 10 mai pour exiger un meilleur financement du système d'éducation public. Le provincial prétend fournir un « financement record » aux divisions scolaires dans le budget de cette année. Or, en fait, la maigre augmentation est loin de couvrir l'augmentation du prix du carburant, les augmentations de salaire déjà négociées et les autres coûts de fonctionnement de base.

Les membres ont expliqué que les divisions scolaires étaient obligées de réduire le temps de soutien aux élèves et de mettre à pied du personnel. Ces compressions ont non seulement une incidence sur le soutien offert en classe aux élèves qui en ont le

plus besoin, mais elles privent les aides-éducatrices et aides-éducateurs de revenus donnant droit à pension, jusqu'à dix heures par mois.

À l'intérieur de l'Assemblée législative, le NPD de la Saskatchewan a interrogé le ministre de l'Éducation sur le manque d'investissement dans l'éducation publique, en soulignant que le ratio personnel-élèves augmente tandis que le financement par élève diminue.

## **Alberta**

Les travailleuses et travailleurs de la ville de Chestermere, à la recherche de la sécurité d'une représentation syndicale face à l'incertitude et aux bouleversements en milieu de travail, se sont joints au SCFP à l'issue d'un vote écrasant en faveur de l'accréditation. Plus tôt cette année, le provincial a lancé un examen des opérations de la ville à la suite d'un certain nombre de plaintes reçues d'employés de la ville et de résidentes et résidents. Cet examen a amené le ministre des Affaires municipales à ordonner une enquête officielle.

Ces 130 membres se joindront au SCFP 37, qui représente le personnel de la ville voisine de Calgary.

Le SCFP 1505 dénonce la fermeture de la « MacDonald Island Dance Academy » à Fort McMurray. Cette école de danse est une importante composante culturelle de la « Regional Recreation Corporation », une société récréative à but non lucratif qui a été créée en 2021 par la municipalité de Wood Buffalo.

Elle a été durement touchée par la pandémie, mais était populaire et rentable auparavant. Le syndicat a travaillé avec ses membres à l'école de danse pour fournir une analyse de rentabilisation alternative qui augmenterait la commercialisation et la durabilité du programme, mais le PDG a refusé de rencontrer les professeuses et professeurs de danse pour en discuter, préférant rejeter la proposition.

Le syndicat demande une enquête officielle en vertu de la *Loi sur les administrations municipales*.

À la suite d'un examen interne de la direction qui ne s'est pas avéré en sa faveur, le premier ministre Jason Kenney a annoncé en mai qu'il démissionnait de son poste de chef du Parti conservateur uni. Par contre, il demeure premier ministre jusqu'à ce qu'un nouveau chef de l'UCP soit choisi en octobre.

Personne ne s'attend à ce que ce changement de direction apporte un quelconque soulagement à la population qui se débat depuis plus de trois ans sous ce gouvernement anti-ouvrier et antisyndical qui a l'intention de saper et de démanteler les services publics. Et le SCFP continuera de lutter contre l'ordre du jour de l'UCP jusqu'à ce qu'il perde le pouvoir aux prochaines élections provinciales prévues en mai 2023.

## **Colombie-Britannique**

Le SCFP-C.-B. a tenu son plus gros congrès de division à ce jour à Victoria à la fin d'avril. Plus de 500 personnes déléguées ont participé aux débats et aux délibérations sur les priorités et les orientations de la division pour l'année à venir. Ce congrès avait pour objectif, entre autres, de rendre nos travaux plus inclusifs en matière d'équité, de diversité et de réconciliation et de créer un milieu syndical plus sûr pour les membres autochtones, les femmes et les autres voix marginalisées.

On y a entendu plusieurs allocutions, notamment du premier ministre John Horgan, du journaliste et auteur Desmond Cole et du chef du NPD fédéral Jagmeet Singh. L'aîné Sam George, de la Première Nation Tsleil-Waututh, a ouvert le congrès et a été présent tout au long des quatre jours de l'événement.

Tôt ce printemps ont débuté les négociations provinciales dans plusieurs secteurs clés, comme l'éducation, la santé et les services sociaux. Il s'est avéré assez tôt, à chaque table, que les parties étaient trop éloignées sur les questions pécuniaires. Nous nous sommes associés à d'autres grands syndicats du secteur public pour faire pression sur le provincial, notamment par le truchement d'une percutante campagne de publicité commune. Il en est résulté une offre révisée que nos comités de négociation ont jugée encore trop basse, surtout compte tenu du climat économique inflationniste.

Nous continuons à mobiliser nos membres et à organiser des ateliers de préparation à la grève pour nos sections locales en attendant une meilleure offre. Dans le secteur scolaire, nous débutons aussi les négociations locales avec chaque district scolaire.

Il y aura des élections municipales en octobre. Nos membres en Colombie-Britannique ont déjà commencé les travaux pour aider les candidates et candidats progressistes qui soutiennent les services publics et les personnes qui les fournissent. Il y a beaucoup en jeu pour nos sections locales et nos membres dans les secteurs municipal, de l'éducation et des bibliothèques. Nous collaborons avec les conseils du travail sur le soutien aux candidates et candidats, et nous planifions la mobilisation des membres et des autres citoyennes et citoyens.

## **Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)**

Le SEH poursuit les négociations provinciales pour trois conventions collectives multisyndicales : installations, santé communautaire et services sociaux communautaires. Bien que chaque table ait ses propres problématiques à régler, il existe également de nombreuses priorités communes.

Il est de notoriété publique que les travailleuses et travailleurs de la santé et des services sociaux ont dû surmonter d'incroyables défis pendant la pandémie. Cette dernière a mis à rude épreuve la capacité de nos membres dans ces secteurs tout comme celle de ces services publics.

Les syndicats espèrent s'attaquer aux causes profondes de bon nombre de ces défis par la négociation. Ils ont déposé des articles musclés sur des mesures améliorées et préventives de santé et de sécurité au travail, une meilleure formation et un meilleur partage d'informations, des soutiens en santé mentale et des pistes de solution à la lourdeur de la charge de travail.

Ces propositions ont leur racine dans le vécu de travailleuses et de travailleurs de première ligne, vécu qu'ont relayé les membres du comité à la table de négociation pour renforcer le besoin de changement. Aborder et résoudre ces problèmes par la négociation est essentiel au bon fonctionnement des soins de santé et des services sociaux dans les communautés de la province.

### **Transport aérien**

Depuis le 5 avril, Christina Carello et Alexander Rozov, deux agents de bord chez Pivot Airlines membres du SCFP 4059, sont retenus en République dominicaine après avoir découvert et signalé de la contrebande présumée dans leur avion. Deux pilotes et un mécanicien de bord sont également détenus.

L'équipage a suivi tous les protocoles locaux et internationaux lorsqu'il a découvert les colis. En rapportant l'incident, l'équipage a évité un risque de catastrophe aérienne résultant du poids supplémentaire et de l'emplacement dangereux de la contrebande dans l'avion. Malgré cela, les autorités dominicaines veulent garder l'équipage en prison pendant l'enquête, qui pourrait prendre des mois. Nos membres affrontent des menaces quotidiennes, y compris des menaces de mort explicites pour leurs actions. Le SCFP craint beaucoup pour leur sécurité, leur santé mentale et leur bien-être physique. Nous faisons tout en notre pouvoir pour que le gouvernement canadien intervienne et rapatrie nos membres.

Fin mars, les agentes et agents de bord nouvellement syndiqués de PAL Airlines ont ratifié leur première convention collective. Le SCFP 5451 a négocié une nouvelle structure salariale et un système de crédits conformes aux normes de l'industrie, où les agentes et agents de bord peuvent choisir leurs horaires et accumuler des crédits pour les vols, les droits de réserve et les jours fériés. La section locale a également pu corriger l'iniquité dans la façon dont les jours fériés étaient payés et obtenir une prime pour la formation du personnel.

Le SCFP a été invité à présenter des observations à Transports Canada dans le cadre du processus d'examen de l'intérêt public dans l'acquisition proposée de Sunwing Vacations et de Sunwing Airlines par WestJet. Celui-ci aura lieu fin juin.

## **Recrutement**

Pour la période de référence du 1er avril au 31 mai 2022, le SCFP a accueilli 755 nouveaux membres dans 24 unités de négociation, dont 215 en services sociaux, 161 dans le secteur municipal, 53 dans l'éducation et dix dans l'enseignement postsecondaire.

Il y a actuellement 84 campagnes en cours qui, si elles aboutissent, nous feront gagner 27 193 membres.

Dans la région de l'Atlantique, nous avons huit campagnes en cours qui pourraient nous rapporter 567 membres. Nous avons accueilli huit nouveaux membres dans la famille du SCFP, et les efforts se poursuivent pour recruter 380 nouveaux membres chez Paladin Sécurité.

Dans les Maritimes, il y a actuellement neuf campagnes en cours qui pourraient, si elles réussissent, attirer 868 personnes au SCFP, dont 200 employés étudiants à l'Université Mount Alison.

Au Québec, le SCFP a accueilli 94 nouveaux membres du secteur municipal dans sept unités de négociation.

L'Ontario a accueilli 196 nouveaux membres et compte 17 campagnes actives dans divers secteurs qui pourraient amener 6 902 nouveaux membres à se joindre au SCFP, dont 4 000 assistantes et assistants d'enseignement de l'Université de Waterloo.

Le Manitoba a huit campagnes en cours qui pourraient voir 2 326 nouveaux membres se joindre à notre syndicat, dont 2 100 dans le secteur de l'éducation. Le Manitoba a accueilli 44 nouveaux membres du SCFP depuis la dernière période de référence.

Il y a cinq campagnes de syndicalisation en cours en Saskatchewan qui pourraient apporter 223 membres au SCFP dans le secteur municipal, les services sociaux et l'éducation.

L'Alberta a huit campagnes de recrutement en cours qui pourraient amener 13 186 nouveaux membres au SCFP. Trois d'entre elles sont dans le secteur des services sociaux où le SCFP espère gagner 12 120 nouveaux membres. L'Alberta a accueilli 138 nouveaux membres depuis la dernière période de référence, dont 130 du secteur des services sociaux de la Ville de Chestermere.

En Colombie-Britannique, le personnel du recrutement s'occupe de 31 campagnes dans divers secteurs. On parle d'un gain possible de 2 860 membres. Le SCFP accueille 185 nouveaux membres de la Colombie-Britannique dans notre syndicat.

Le SEH a accueilli 93 nouveaux membres du SCFP provenant de deux unités de négociation depuis la dernière période de rapport.

## **In Memoriam**

Je présente mes sincères condoléances aux familles des membres, des anciens membres du personnel et des retraités qui sont décédés au cours de la période couverte dans le présent rapport.

### **Membres**

- Doug Burkinshaw SCFP 1767, C.-B.
- Bill Ferguson SCFP 7800, Ont.
- Justina Giesbecht CUPE 204, Man.
- Michael Boulanger SCFP 4705, Ont.
- Alain Robert SCFP 4000, Ont.
- Bernice Kirk SCFP 561, C.-B. – à la retraite  
Ancienne présidente du SCFP-  
C.-B.
- Sean Foley SCFP 8920
- Michael Townley Potts SCFP 407 – à la retraite
- Normand Piché SCFP 1983
- Doug Birkinshaw SCFP 1767

### **Personnel retraité**

- John Spence Comptable en chef  
Bureau national
- Vallie Stearns Conseillère à la recherche  
Bureau de Moncton
- Glenys Jean MacDonald Secrétaire  
Bureau de Lethbridge
- Réjean Gauthier Conseiller syndical  
Bureau régional du Québec

En toute solidarité,

Le président national,



MARK HANCOCK

:tp/sec